

LES RÉPERCUSSIONS DU COVID-19, DE LA CRISE CLIMATIQUE ET DE LA GUERRE EN UKRAINE SUR LE CONTINENT AFRICAIN, ET NOS RECOMMANDATIONS ADRESSÉES AU G7

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous sommes à un moment clé de notre histoire. L'Ukraine se retrouve dévastée, la situation entraîne la fuite de millions de réfugiés en Europe et déstabilise gravement les cours des matières premières et de l'énergie. La guerre provoque d'ores et déjà une crise alimentaire mondiale, mise en exergue par une hausse record des prix au mois de mars. Mais elle menace également la reprise postpandémique et accroît la pression économique à laquelle de nombreux pays sont déjà confrontés¹.

Depuis ces dix dernières années, sous l'effet des sécheresses, des inondations et des faibles récoltes, l'insécurité alimentaire n'a jamais été aussi désastreuse en Afrique de l'Ouest et au Sahel. 28 millions de personnes risquent d'être confrontées à la famine en Afrique de l'Est. En outre, les pays africains dépendent fortement des exportations de blé russes et ukrainiennes, ce qui pourrait conduire à une envolée des prix des denrées alimentaires en Afrique du Nord. Ce dangereux cocktail pourrait engendrer une vague de mécontentements, sans compter l'instabilité et les mouvements de population qui en découleront.

Cette situation s'inscrit dans un contexte où la pandémie de COVID-19 est loin d'être terminée et où ses répercussions économiques ont été particulièrement sévères pour les pays africains, qui se retrouvent ou risquent de se retrouver pour la plupart dans une situation de surendettement.

Même avant l'invasion de l'Ukraine, les dirigeants du G7 avaient choisi de « vivre avec le virus », alors même que 88 % de la population des pays à faible revenu n'est toujours pas vaccinée². Ce fossé persistant entre pays riches et pays pauvres nous empêche de mettre fin à la pandémie et menace la reprise mondiale.

Alors que les dirigeants concentrent, à juste titre, leur attention sur la guerre en Ukraine, la communauté mondiale risque d'être gravement déstabilisée si aucune coopération ne voit le jour pour lutter contre ces multiples crises.

ONE appelle les dirigeants du G7 à prendre les mesures suivantes :

- ▶ **Lutter contre l'impact économique de la crise sanitaire, du réchauffement climatique et de la guerre en Ukraine**
- ▶ **Garantir un accès équitable aux outils médicaux de lutte contre le COVID-19 pour l'ensemble des populations**
- ▶ **Soutenir le Fonds Mondial dans sa lutte contre les maladies actuelles et futures**
- ▶ **Soutenir les pays africains face à l'insécurité alimentaire et à la crise climatique.**

Chiffres clés :

- ▶ **97 millions** : le nombre de personnes supplémentaires en situation d'extrême pauvreté en 2020 à cause de la pandémie de COVID-19⁴.
- ▶ **40 millions** : le nombre de personnes supplémentaires susceptibles de tomber dans l'extrême pauvreté à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie⁵.
- ▶ **38** : le nombre de pays à faible revenu qui sont ou risquent de se retrouver en situation de surendettement⁶.
- ▶ **882,7 millions** : le nombre de personnes qui souffrent de la faim en avril 2022. 38 % d'entre elles se trouvent sur le continent africain⁷.
- ▶ **12 %** : la baisse estimée du PIB des pays africains à cause du réchauffement climatique, d'ici à 2030⁸.
- ▶ **5 %** : la croissance estimée du PIB des pays à faible revenu en 2021 s'ils avaient pu accéder aux vaccins au même rythme que les pays à revenu élevé⁹.

De nombreuses promesses bafouées

Depuis le sommet du G7 en 2021 et en dépit des déclarations prometteuses et des engagements ambitieux concernant les vaccins et le soutien économique aux populations les plus vulnérables, peu de promesses ont été tenues. Les dirigeants du G7 n'ont pas honoré leur engagement de verser 100 milliards de dollars aux pays africains pour la reconstitution de l'Association internationale de développement de la banque mondiale (IDA). Ils n'ont pas non plus fourni les 100 milliards de dollars de financements contre la crise climatique, promis en 2009, et n'ont pas tenu leur promesse concernant l'allocation de 100 milliards de dollars en Droits de Tirage Spéciaux (DTS) du FMI, un avoir de réserve qui vise à maintenir les économies à flot en cas de crise.

Le faible soutien reçu concernant l'accès aux vaccins et les allègements de la dette a considérablement abîmé la confiance des pays africains envers les pays occidentaux. Certains dirigeants africains ne les perçoivent plus comme des partenaires fiables, d'autant qu'ils sont désormais confrontés aux conséquences de la pandémie et aux effets collatéraux de la guerre en Ukraine.

Cette dynamique s'est reflétée dans les récents votes au sein des Nations Unies condamnant les actions de la Russie en Ukraine. La moitié des pays s'étant abstenus lors de ces votes étaient africains, et si certains pays occidentaux ont fait part de leur déception, ils n'ont pas été en mesure de reconnaître que les pays les plus pauvres, confrontés à des crises économiques, sanitaires et alimentaires, ne peuvent aujourd'hui pas se permettre de prendre parti.

Fort heureusement, il n'y a pas que des mauvaises nouvelles. Les dirigeants africains ont su prendre leurs responsabilités face à la pandémie, et les mesures sanitaires prises ont été exemplaires. Les actions des Centres africains de Contrôle et de Prévention des maladies (CDC), Afreximbank, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et l'Union africaine (UA) ont également témoigné d'un niveau de solidarité et d'engagement exemplaire comparé à d'autres régions du globe.

Les pays du G7 doivent maintenant choisir entre jouer un rôle clé dans la construction d'un partenariat d'égal à égal avec le continent africain ou continuer à se montrer peu fiables et apparaître comme de moins en moins pertinents pour la jeunesse du continent.

Les dirigeants du G7 ont-ils respecté leurs engagements envers le continent africain ?

Réponse économique

Malheureusement, non. Les actions entreprises ne répondent pas aux enjeux sanitaires et économiques liés à la pandémie.

Demandes des dirigeants africains	Promesses du G7	Actions entreprises par le G7
<p>Soutien économique du FMI</p> <p>Au moins 100 milliards de dollars de DTS pour soutenir la reprise économique.</p>	<p>100 milliards de dollars de DTS « recyclés »</p> <p>Déclaration faite en juin 2021, affichée comme une « ambition mondiale ».</p>	<p>Engagement à hauteur de 37 milliards de dollars (qui n'ont pas encore été alloués)</p>
<p>Aide afin d'éviter une crise de la dette</p> <p>44 milliards de dollars d'allègement de la dette en 2020, expansion de l'initiative de suspension de la dette du G20 aux pays à revenu intermédiaire et intégration des créanciers privés dans le traitement de la dette africaine.</p>	<p>Création de deux initiatives en matière de dette :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) ; - le cadre commun pour le traitement de la dette. 	<p>En 2020, 1,35 milliards de dollars du service de la dette a été suspendu par les pays du G7.</p> <p>3,2 % du total des 42 milliards \$ détenus en 2020</p> <p>Initiative non étendue aux pays à revenu intermédiaire</p> <p>Aucune participation du secteur privé.</p>

Réponse sanitaire

Demandes des dirigeants africains	Promesses du G7	Actions entreprises par le G7
<p>Financement de la réponse sanitaire contre la pandémie mondiale, accès équitable aux vaccins, traitements et tests.</p>	<p>Financement de l'ACT-A en 2021 : la demande totale pour les pays du G7 s'élève à 18,9 milliards de dollars.</p> <p>Mise en place de la « juste part » en 2022 (ACT-A + 20 % de tampon + coûts de livraison) : demande pour le G7 à hauteur de 24,7 milliards de dollars.</p>	<p>Le G7 a honoré à hauteur de 70 % (13,1 milliards de dollars) sa promesse.</p> <p>Seuls l'Allemagne et le Canada ont atteint leur juste part.</p> <p>Le G7 a contribué à hauteur de 13 % de sa demande de financement pour 2022.</p> <p>Seuls l'Allemagne, le Canada et le Japon se sont engagés à répondre à cette demande.</p>

<p>Soutien à la production locale de vaccins, tests et traitements</p> <p>Soutenir l'objectif de l'Union africaine de produire 60 % des besoins en vaccins du continent d'ici 2040, grâce à :</p> <p>(a) le lancement d'initiative de production locales</p> <p>(b) l'approbation d'une dérogation temporaire aux ADPIC à l'OMC sur la question de la levée des brevets</p> <p>(c) et au soutien au transfert de technologies.</p>	<p>Les entreprises pharmaceutiques des pays du G7 ont conclu des contrats avec des fabricants africains (à hauteur de 100 à 400 millions de doses par an), dont la production devait démarrer courant 2022.</p> <p>L'UE et l'UA ont convenu de trouver un accord sur les ADPIC d'ici au printemps.</p> <p>Les pays du G7 ont accepté de soutenir et d'investir dans le centre de transfert de technologies de l'OMS.</p>	<p>La plupart des sites de production n'ont toujours pas démarré leur production (l'entreprise sud-africaine Aspen J&J avait dans un premier temps prévu d'exporter ses vaccins vers l'Europe, avant de se tourner vers l'Afrique après une vague de critiques).</p> <p>Un accord a été proposé sur la dérogation aux ADPIC (mais n'est pas encore satisfaisant au vu des nombreuses complexités de processus qu'il crée).</p> <p>L'UE a intégralement financé le centre de transfert de technologie de l'OMS pendant deux ans (soit 40 milliards d'euros).</p>
---	---	--

Des engagements du G7 à la hauteur de la situation actuelle

Les dirigeants du G7 disposent du pouvoir et des outils nécessaires pour contrecarrer les effets les plus néfastes de ces multiples crises qui frappent les populations les plus vulnérables. En collaborant avec le G20 et d'autres institutions telles que la Clean Green Initiative, Build Back Better World et le Global Gateway de l'UE, le G7 doit entreprendre les quatre actions suivantes :

Première recommandation :

S'attaquer aux conséquences économiques engendrées par la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et la crise environnementale

Recommandations

- ▶ Respecter de toute urgence l'engagement de verser au moins 100 milliards de dollars de DTS et mettre en place de nouveaux processus de réallocation des DTS par l'intermédiaire des Banques multilatérales de développement
- ▶ Le G20 et le FMI doivent mettre en œuvre un plan d'action concret visant à améliorer le cadre commun sur le traitement de la dette en publiant l'enveloppe des allègements de dette éligibles, en fixant des échéances, en accompagnant les pays emprunteurs afin qu'ils soient mieux coordonnés et en soutenant des suspensions de la dette d'urgence en cas de besoin

Les pays africains subissent de plein fouet une succession de crises, alors même qu'ils n'ont pas les ressources nécessaires pour y répondre. L'accès inégal aux financements (aide au développement, allègement de la dette ou versement de liquidités d'urgence) entrave la reprise. Cette situation est aggravée par le coût exponentiel des catastrophes climatiques, pour lesquelles les pays africains dépensent déjà 335 milliards de dollars par an, soit l'équivalent de 5 % de leur PIB.

Le coût de la dette ne cesse de croître et les augmentations attendues des taux d'intérêt ne feront qu'empirer la situation. Vingt-trois pays africains sont aujourd'hui en faillite ou présentent un risque élevé de surendettement. La dette africaine est à son niveau le plus élevé depuis plus de

dix ans, avec 64 milliards de dollars de paiements à effectuer rien qu'en 2022¹⁰. Le service de la dette absorbe une part toujours plus grande du budget des pays, impactant directement le budget disponible pour les services sociaux tels que la santé ou l'éducation. À titre d'exemple, la dette nigériane absorbera cette année 23 % du budget fédéral du pays, soit plus que les secteurs de la santé et l'éducation réunis¹¹. Pourtant, très peu de mécanismes ont été mis en œuvre pour faire face à cette situation.

En 2019, les gouvernements africains ont dépensé 43 milliards de dollars en importations de produits alimentaires¹². Avec la flambée des prix comme conséquence du conflit en Ukraine, il est urgent de soutenir économiquement les pays africains afin d'éviter une situation de surendettement et une famine généralisée sur le continent. Parallèlement, les coûts associés à la crise des réfugiés en Europe pourraient accentuer la pression sur les budgets d'aide existants destinés à l'Afrique et à la lutte contre la crise sanitaire.

L'an dernier, le conseil d'administration du FMI a approuvé une nouvelle allocation générale de 650 milliards de dollars sous la forme de Droits de Tirage Spéciaux (DTS). Cependant, en raison des règles établies par le FMI, les pays riches ont majoritairement bénéficié de cette aide : seuls 33 milliards de dollars, soit 5 % de ces DTS, étaient destinés aux pays africains. Les pays membres du G7 ont convenu de réallouer 100 milliards de dollars¹³ de leurs 281 milliards de DTS¹⁴ afin de soutenir les populations les plus vulnérables, mais à l'heure actuelle, ils n'ont versé qu'un tiers de cette somme.

Les banques multilatérales de développement détiennent collectivement 1500 milliards de dollars d'actifs financiers. Au cours de ces 80 dernières années, la Banque mondiale a converti une vingtaine de milliards de dollars du capital de ses membres en mille milliards de dollars d'aide au développement¹⁵. Ces banques doivent utiliser la même stratégie pour optimiser leurs ressources existantes afin de générer une quantité importante de nouveaux financements¹⁶.

Deuxième recommandation :

Garantir un accès équitable aux outils médicaux de lutte contre le COVID-19 à l'ensemble des populations

Recommandations

- ▶ Financer intégralement les efforts destinés au développement de vaccins, traitements et tests visant à réduire l'impact du COVID-19 dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure
- ▶ Soutenir une dérogation temporaire aux accords ADPIC et s'assurer qu'aucun accord conclu n'inclue de nouvelles restrictions ou ne compromette les flexibilités existantes des droits de propriété intellectuelle.

Nous disposons de l'éventail d'outils nécessaires pour contrôler le coronavirus, réduire les risques de décès et les perturbations dans la société, à savoir des traitements par voie orale, des vaccins dont l'efficacité et l'innocuité n'est plus à prouver et des outils de dépistage précis.

Pourtant, le déploiement de ces outils a été extrêmement inégal et les actions des institutions en mesure de fournir ces outils aux pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure ont été entravées et largement sous-financées depuis le début de la crise sanitaire.

En 2021, le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre le COVID-19 (ACT-A) n'a été financé qu'à hauteur de 56 % des fonds nécessaires à l'approvisionnement en vaccins, traitements et tests. En 2022, au moins 24,8 milliards de dollars sont nécessaires afin de garantir un accès équitable à ces outils pour toutes et tous afin d'en finir avec la pandémie. À la fin du premier trimestre, ACT-A n'avait reçu que 10 % des fonds nécessaires pour cette année.

D'ici 2040, en vue de réduire la dépendance de la région à l'égard des fournisseurs mondiaux en vaccins et médicaments, l'Union africaine (UA) s'est fixé pour objectif de produire localement 60 % de la demande de vaccins sur le continent, contre 1 % aujourd'hui¹⁷.

Plusieurs pays du G7 ont lancé des initiatives afin de soutenir ces objectifs : depuis l'annonce par BioNTech, en Allemagne, de contrats de fabrication avec le Sénégal et le Rwanda¹⁸ ; en passant par l'aide et les investissements initiaux du G7 destinés au centre de transfert de technologies ARNm de l'OMS, basé en Afrique du sud¹⁹, les engagements des institutions de financement du développement, financées par le G7, en faveur des unités de production africaines comme Biovac en Afrique du Sud, l'Institut Pasteur à Dakar et d'autres initiatives avec le secteur privé^{20,21} ; jusqu'aux engagements en matière de financements de la part de l'UE afin de soutenir l'Agence africaine du médicament (AMA) et l'approvisionnement en vaccins en Afrique. Néanmoins, ces progrès sont entravés par le manque de transfert de connaissances et de technologies²².

Les dirigeants africains ont souligné la nécessité d'agir de toute urgence afin d'éliminer ces obstacles liés au transfert de technologies et au partage des brevets pour atteindre les objectifs de production locale fixés par l'UA²³.

La dérogation temporaire aux accords ADPIC sur les droits de propriété intellectuelle liés au COVID-19, une proposition initialement soumise par l'Inde et l'Afrique du Sud en octobre 2020, fait partie des solutions. Malheureusement, les négociations ont été houleuses en raison de l'opposition des entreprises pharmaceutiques et de plusieurs pays qui ont exprimé des préoccupations quant aux potentielles conséquences sur l'innovation. En mars 2022, une proposition de compromis a été divulguée, mais celle-ci ne concerne pas les tests ni les traitements, et elle peut encore être améliorée²⁴. Avec les bons amendements, il pourrait s'agir d'une avancée majeure en faveur d'un accès égalitaire aux vaccins.

Il faudrait notamment supprimer les (nouvelles) restrictions sur les critères d'éligibilité et l'obligation d'identifier tous les brevets « nécessaires », ainsi qu'élargir le champ d'application de la dérogation afin d'inclure également les traitements et les tests et d'autres formes de propriété intellectuelle, telles que les informations protégées susceptibles de faciliter les transferts de technologies (l'accès à des données protégées, les techniques de fabrication, les protocoles de contrôle qualité, etc.).

Troisième recommandation :

Soutenir la lutte du Fonds mondial contre les maladies actuelles et futures

Recommandations

► Financer intégralement la contribution du G7 au Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Pour la France, cela signifie augmenter de 30% notre contribution au Fonds pour atteindre 1,685 milliard d'euros.

Le Fonds Mondial a contribué à sauver 44 millions de vies au cours de ses vingt premières années d'existence, ce qui en fait l'une des organisations les plus impactantes de la planète dans le secteur de la santé²⁵.

Il a ainsi contribué aux excellents résultats de la lutte de la communauté internationale face à ces trois maladies : entre 2000 et 2020, les décès liés au sida ont chuté de près de 55 %²⁶, 66 millions de vies ont été sauvées grâce à des traitements et des outils de dépistage contre la tuberculose²⁷ et 10,6 millions de décès dus au paludisme ont été évités²⁸.

Lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé, le Fonds mondial a débloqué 4,2 milliards de dollars supplémentaires dans 108 pays afin de limiter l'impact du COVID-19 sur les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, ainsi que pour renforcer les systèmes de santé²⁹. Grâce à son expertise en matière d'achat et d'approvisionnement, il joue un rôle clé dans

l'approvisionnement d'outils de dépistage, de traitements et d'équipements de protection individuelle (EPI) contre le COVID-19 pour les pays à revenu faible et intermédiaire. Il est ainsi devenu le principal soutien en subventions pour toutes les composantes non vaccinales de la lutte mondiale contre la pandémie³⁰.

Aujourd'hui, la septième reconstitution des ressources du Fonds Mondial nécessite 18 milliards de dollars (soit une augmentation de 30 % par rapport à la reconstitution précédente) afin de sauver 20 millions de vies supplémentaires entre 2023 et 2026, compenser les pertes économiques liées au COVID-19 et intensifier les progrès dans la lutte vers l'éradication du VIH, de la tuberculose et du paludisme d'ici à 2030.

Le Fonds mondial est également appelé à jouer un rôle déterminant dans la mise en place de systèmes de santé plus solides et plus résilients afin de lutter contre les menaces ultérieures liées aux pandémies : il prévoit de doubler ses investissements dans les systèmes de santé à hauteur de 2 milliards de dollars annuels, entre 2023 et 2026. Ces investissements dans les laboratoires, les chaînes d'approvisionnement, les systèmes de données, les outils de dépistage et les professionnels de santé permettront de prévenir et de détecter les nouvelles maladies, mais également d'y répondre, et contribueront in fine à garantir la sécurité sanitaire à l'échelle mondiale.

Quatrième recommandation :

Soutenir les pays africains face à l'insécurité alimentaire et à la crise climatique

Recommandations

- ▶ S'engager à fournir 100 milliards de dollars de financements annuels pour le climat aux pays à revenu faible et intermédiaire, principalement sous forme de subventions, et veiller à ce que 50 % soient alloués à l'adaptation
- ▶ Financer intégralement le Programme Alimentaire Mondial et les autres appels humanitaires de l'ONU pour répondre à la crise alimentaire
- ▶ S'engager à ne pas interdire les exportations sur les principaux produits de base
- ▶ Renforcer le soutien économique aux pays africains sous la forme d'allègements de la dette, de Droits de Tirage Spéciaux et d'aide au développement additionnelle.

Le changement climatique, la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine ont augmenté la faim dans le monde, touchant des millions de personnes : [40 millions de personnes pourraient souffrir de la faim en Afrique de l'Ouest si rien n'est fait](#). Les sécheresses en Afrique de l'Est pourraient entraîner des situations similaires. Dans le même temps, l'indice des prix alimentaires de l'ONU a atteint son plus haut niveau jamais atteint en mars suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie : les deux pays représentent ensemble [un tiers des exportations mondiales de blé, un quart des exportations d'orge et 69 % des exportations d'huile de tournesol](#). Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont augmenté de [24 % par rapport à l'année dernière](#), une tendance qui touchera durement les pays africains en raison de leurs coûts d'importation élevés et de la part importante des revenus des ménages consacrée à l'alimentation (40 % en moyenne).

Les pays du G7 devraient d'abord s'engager à répondre aux besoins financiers immédiats des appels humanitaires – le coût de la réponse aux crises alimentaires est aujourd'hui plus élevé en raison de l'augmentation des prix des produits de base. Ils doivent également éviter les restrictions à l'exportation qui ont, par le passé, fait augmenter les prix. Enfin, ils doivent veiller à ce que les pays africains disposent du soutien financier et des liquidités dont ils ont besoin pour faire face à l'augmentation des prix de l'énergie et des produits alimentaires.

Cette guerre explose en plein contexte de crise climatique : les 10 pays les plus vulnérables au changement climatique se trouvent en Afrique³¹. Les pays africains sont particulièrement vulnérables aux perturbations liées au climat dans les secteurs de l'agriculture, des systèmes d'alimentation et d'approvisionnement en eau, de la santé, des infrastructures et des moyens de subsistance. Les trois cinquièmes du continent africain se réchauffent deux fois plus vite que la moyenne mondiale, ce qui met en danger un demi-milliard de personnes³².

Sans un soutien significatif, les gouvernements criblés de dettes et privés de liquidités ne seront pas en mesure de financer leur transition climatique, de payer des factures d'importations alimentaires et énergétiques plus élevées, et les pays riches en ressources naturelles ne seront pas incités à réduire l'extraction de combustibles fossiles³³. Ce sera également une occasion manquée de créer des emplois verts.

Lors du sommet du G7 de 2021, les dirigeants ont réaffirmé leur engagement de verser 100 milliards de dollars par an aux pays à revenu faible ou intermédiaire jusqu'en 2025, un engagement pris pour la première fois en 2009 et qui n'a toujours pas été respecté. En 2019, un total de 79,6 milliards de dollars a été versé³⁴ mais seulement un quart a été consacré à l'adaptation, un cinquième est allé aux pays les moins avancés et 71 % des financements climat reçus par les pays pauvres ont pris la forme de prêts - la moitié étaient non concessionnels³⁵.

Les négociateurs africains sur le climat et un groupe de 24 pays « partageant les mêmes idées » exigent que les pays riches mobilisent au moins 1 300 milliards de dollars par an d'ici 2030, répartis équitablement entre l'atténuation et l'adaptation³⁶.

Références

1. Refaat, T. See News, 'World Bank Warns Against Increasing Poverty due to Ukraine War.' (« La banque mondiale met en garde contre une hausse de la pauvreté due à la guerre en Ukraine ») mars 2022. <https://see.news/world-bank-warns-against-increasing-poverty-due-to-ukraine-war/>
2. ONE, ONE Africa COVID-19 Tracker. Consulté le 4/04/2022. <https://www.one.org/africa/issues/covid-19-tracker/>
3. ONE, ONE Africa COVID-19 Tracker, Data Dive: the astoundingly unequal vaccine rollout, (« Zomm sur : un déploiement extrêmement inégal de l'accès aux vaccins ») <https://www.one.org/africa/issues/covid-19-tracker/explore-vaccines/>
4. La Banque mondiale, 'Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: Turning the corner on the pandemic in 2021?' (« Estimations actualisées de l'impact du COVID-19 sur la pauvreté mondiale : prendre le virage de la pandémie »). 24 juin 2021. <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-im-pact-covid-19-global-poverty-turning-corner-pandemic-2021>
5. Mitchell, I., Hughes, S. et Huckstep, S. Center for Global Development. 'Price Spike Caused by Ukraine War Will Push Over 40 Million into Poverty: How Should we Respond?' (« La flambée des prix causée par la guerre en Ukraine plongera plus de 40 millions de personnes dans la pauvreté. Quelles solutions envisager ? »). 18 mars 2022. <https://www.cgdev.org/blog/price-spike-caused-ukraine-war-will-push-over-40-million-poverty-how-should-we-respond>
6. FMI, Analyse de la durabilité de la dette des pays à revenu faible et intermédiaire. 31 mars 2022. <https://www.imf.org/external/Pubs/ft/dsa/DSAlist.pdf>
7. Calculs de ONE à partir des données de la carte interactive de la faim dans le monde du PAM. <https://twitter.com/ONEaftershocks/status/1512454721965019138?s=20&t=SMY6sYJKEgpiSxVORkNAvw>
8. <https://www.afrik21.africa/en/africa-climate-change-will-cause-a-15-drop-in-gdp-by-2030/>
9. ONU, 'UN Analysis shows link between lack of vaccine equity and widening poverty gap.' (« Une analyse des Nations unies montre le lien entre répartition inégale des vaccins et accroissement des inégalités »). 28 mars 2022. <https://news.un.org/en/story/2022/03/1114762>
10. Analyse de ONE, Banque mondiale, FMI, IDS <https://data.worldbank.org/products/ids>
11. Analyse de ONE, budget approuvé du Nigeria
12. Brookings Institute, Unpacking the misconceptions about Africa's food import (« Déjouer les idées reçues sur les importations de produits alimentaires en Afrique ») <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/12/14/unpacking-the-misconceptions-about-africas-food-imports/>
13. Pour en savoir plus sur les DTS, voir ONE Data Dive SDRs <https://www.one.org/africa/issues/covid-19-tracker/explore-sdrs/>
14. <https://cdn.one.org/international/media/international/2021/10/05114447/FROM-ALLOCATION-TO-ACTION-ON-SDRs-ONE-Campaign.pdf>
15. Calculs des auteurs : sur la base de l'allégation de 700 milliards de dollars de prêts totaux en 2018 (l'article : "The Role of Credit Agencies in Shaping Multilateral Finance: Recent Developments and Policy Options" (« Le rôle des agences de crédit dans l'élaboration du financement multilatéral : développements récents et options politiques »), par Chris Humphrey), données mises à jour au cours de l'année 2021. Montant du capital versé selon le matériel marketing des investisseurs de la Banque mondiale (2021).
16. Voir "Italian G20 Presidency, Third G20 Finance Ministers and Central Bank Governors meeting Annex I An Independent Review of Multilateral Development Banks' Capital Adequacy Frameworks" (« Présidence italienne du G20, troisième réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G20. Annexe I. Examen indépendant du dispositif d'adéquation des fonds propres des banques multilatérales de développement »)
17. L'Union africaine et CDC Africa, Partenariats pour la fabrication de vaccins en Afrique (cadre d'action du PAVM). Mars 2022 (version 1), p.9 <https://africacdc.org/download/partnerships-for-african-vaccine-manu-facturing-pavm-framework-for-action/>
18. Wall Street Journal, (2022), "BioNTech Unveils Mobile Covid-19 Vaccine Factories for Developing World" (« BioNTech dévoile des unités de production mobiles de vaccins ») <https://www.wsj.com/articles/biontech-unveils-mobile-covid-19-vaccine-factories-for-developing-world-11645007401>

19. Centre d'information du G7, 3 décembre 2021, Annexe à la déclaration des dirigeants du G7 concernant le partenariat pour l'infrastructure et l'investissement. <http://www.g7.utoronto.ca/summit/2021cornwall/211203-infrastruc-ture-and-investment-annex.html>
20. DFC, 9 janvier 2021. DFC, IFC, EIB, and AFD Boosting COVID-19 Vaccine Production in Africa with Senegal-based Vaccine Manufacturer IPD (« La DFC, la SFI, la BEI et l'AFD stimulent la production de vaccins en Afrique aux côtés de IPD, un fabricant de vaccins basé au Sénégal »). <https://www.dfc.gov/media/press-releases/dfc-ifc-eib-and-afd-boosting-covid-19-vaccine-production-africa-senegal-based>
21. Groupe de la banque africaine de développement, 14 juin 2021, G7 Development Finance Institutions and multilateral partners to invest over \$80 billion into African businesses over the next five years (« Les institutions de financement du développement du G7 et les partenaires multilatéraux vont investir plus de 80 milliards de dollars dans les entreprises africaines au cours des cinq prochaines années »). <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/g7-development-finance-institutions-and-multilateral-part-ners-invest-over-80-billion-african-businesses-over-next-five-years-44133#:~:text=The%20G7%20DFIs%2C%20the%20IFC,recovery%20and%20growth%20in%20Africa.>
22. UA et CDC Afrique, « Cadre d'action du Partenariat pour la fabrication de vaccins en Afrique (PAVM) », Mars 2022 (Version 1).
23. Reliefweb, 1er juillet 2020, « L'Union africaine déclare qu'il est urgent de s'attaquer aux brevets et aux obstacles technologiques pour l'accès aux futurs vaccins COVID-19 ». <https://reliefweb.int/report/world/african-union-says-urgent-need-address-patents-and-technology-barriers-access-future>
24. Le compromis des États-Unis, de l'Union européenne, de l'Afrique du Sud et de l'Inde ne concerne que les vaccins, avec la possibilité de l'étendre aux produits thérapeutiques et diagnostiques dans les six mois suivant la conclusion d'un accord. Il s'appliquerait aux pays en développement qui ont exporté moins de 10% des doses de vaccin contre le coronavirus dans le monde en 2021. Le texte qui a fait l'objet d'une fuite prévoit également de nouvelles restrictions techniques à l'utilisation de l'autorisation et pourrait porter atteinte aux flexibilités ADPIC existantes pour les pays cherchant à émettre des licences obligatoires.
25. Ibid
26. ONUSIDA, Base de données AIDSinfo. <http://aidsinfo.unaids.org/>
27. Organisation mondiale de la santé, (2021), « Tuberculosis: Key Facts » <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/tuberculosis>
28. Organisation mondiale de la santé, (2021), « World Malaria Report » <https://www.who.int/publications/i/item/9789240040496>
29. Le Fonds mondial, (2021) « Our COVID-19 Response » (Notre réponse au COVID-19) <https://www.theglobalfund.org/en/our-covid-19-response/>
30. Ibid
31. <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>
32. https://gca.org/wp-content/uploads/2021/10/GCA_State-and-Trends-in-Adaptation-2021-Africa_full-report_low-res.pdf
33. <https://www.worldbank.org/en/topic/climatechange/overview#1>
34. <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/03590fb7-en.pdf?expires=1644006783&id=id&accname=guest&checksum=98B878F9F2619A159DE8368ACF27B839>
35. Cette estimation est basée sur une analyse des données de 2017-2018.
36. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/3_11_21_%20Joint_CPR_New%20Goal.pdf